



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

SIT COPIE

Direction de l'environnement
Et du développement durable

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Sylvie INGOLD

☎ 03.87.34.88.98

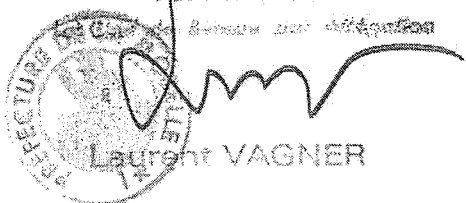
☎ 03.87.34.85.15

✉ sylvie.ingold.@moselle.pref.gouv.fr

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet

Signature pour délégation


LAURENT VAGNER

Arrêté

n° 2009-DEDD/IC-

du

30 MARS 2009

mettant en demeure la société TOTAL Petrochemicals France à SAINT-AVOLD, de respecter certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les titres 1 des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, et notamment les articles L 511-1 et L 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumise à autorisation sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées (installations désignées TAR dans la suite) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 portant refonte de l'arrêté cadre modifié n° 93-AG/2-194 du 13 avril 1993, réglementant les ateliers exploités par la société TOTAL Petrochemicals France, situés sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD ;

Considérant que les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation, exploitées par la société TOTAL Petrochemicals France au sein des ses ateliers « vapocraqueurs », « styrène » et « polyéthylène », ont fait l'objet d'un contrôle de l'inspection des Installations Classées le 10 mars 2009 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas désigné les personnes des sociétés sous-traitantes susceptibles d'intervenir sur les TAR des ateliers « styrène » et « polyéthylène » ;

Considérant que pour l'atelier « styrène », il n'existe pas de procédure décrivant les opérations de nettoyage et de désinfection et indiquant que la mise à l'arrêt prolongé des TAR doit forcément conduire à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des TAR ;

Considérant que pour l'atelier « polyéthylène », il n'existe pas de procédure indiquant que la mise à l'arrêt prolongé des TAR doit forcément conduire à la vidange, au nettoyage des TAR ;

Considérant que pour les ateliers « vapocraqueurs » et « styrène », il n'existe pas de procédure définissant les actions correctives à mettre en place en cas de défaillance du traitement préventif ;

Considérant que pour l'atelier « styrène », l'exploitant ne s'est pas assuré que le régime d'écoulement dans l'ensemble des TAR est turbulent ;

Considérant que pour l'atelier « vapocraqueurs », le plan de surveillance des TAR n'a pas été actualisé pour tenir compte du retour d'expérience de l'événement de novembre 2008 qui a conduit à un dépassement de la valeur limite du paramètre AOX en sortie de la STF exploitée par la société ARKEMA ;

Considérant que pour les ateliers « styrène », « polyéthylène » et « vapocraqueurs », aucun contrôle par un organisme agréé n'a été réalisé sur les TAR depuis le 1^{er} mars 2007 ;

Considérant que pour les rejets des TAR de l'atelier « vapocraqueurs », le paramètre AOX ne fait pas l'objet d'un programme de surveillance et que les paramètres cités à l'article 16.6 de l'arrêté ministériel susvisé n'ont pas fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé suivant les modalités de prélèvement définies à l'article 16.8 de l'arrêté ministériel susvisé au cours des 3 dernières années ;

Considérant par conséquent que les dispositions des articles 5, 6.1.e, 6.2, 8, 13 et 16.8 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant les inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

Article 1 :

La société TOTAL Petrochemicals France, sise à SAINT-AVOLD, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumise à autorisation sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées (installations désignées TAR dans la suite) :

Libellé de la disposition	Installations concernées	Délai de mise en conformité
Article 5 Toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation sont désignées et formées en vue d'appréhender selon leurs fonctions le risque légionellose associé à l'installation.	TAR des ateliers Styrène et Polyéthylène	1 mois pour la désignation des personnes des entreprises sous-traitantes susceptibles d'intervenir sur les installations concernées.

<p>Article 13 Dans le mois qui suit la mise en service, puis au minimum tous les deux ans, l'installation fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au titre de l'article 40 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'agrément est délivré par le ministère chargé des installations classées à un organisme compétent dans le domaine de la prévention des légionelles. [...] La fréquence de contrôle est annuelle pour les installations concernées par l'article 7 du présent arrêté.</p>	<p>TAR des ateliers Styrene, Polyéthylène et Vapocraqueurs</p>	<p>2 mois pour la réalisation du contrôle.</p>
<p>Article 16.8 – Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée L'exploitant met en place un programme de surveillance, adapté aux flux rejetés, des paramètres suivants : pH, température, MES et AOX.</p>	<p>TAR de l'atelier Vapocraqueurs</p>	<p>1 mois pour la mise en place d'un programme de surveillance des AOX dans le rejet des TAR.</p>
<p>Article 16.8 – Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 6 du présent article doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les polluants visés au point 6 du présent article qui ne sont pas susceptibles d'être émis dans l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits dans l'installation.</p>	<p>TAR de l'atelier Vapocraqueurs</p>	<p>1 mois pour la réalisation des mesures.</p>

Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
La Sous-préfète de l'arrondissement de FORBACH,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Jean-Francis TREFFEL

